

Etude sur le mécanisme d'approvisionnement et de distribution des intrants agricoles au Bénin

**Offre technique présentée par
François Bioche Consulting SNC**

F.B. Consulting SNC
Avenue des Coquelicots n° 2
B. 1420 Braine l'Alleud
Tél : 00 32 (0)2 375 27 61
Fax : 00 32 (0)2 375 81 89
Email : aidev@skynet.be
TVA BE 478 . 536 . 632

Table des matières

1. COMPREHENSION DES TERMES DE REFERENCE : CONTEXTE, PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DE LA SOUS FILIERE INTRANT	3
1.1. LE CONTEXTE	3
1.2. LES PROBLEMATIQUE DE LA SOUS FILIERE INTRANT	4
1.3. ENJEUX DE LA SOUS FILIERE INTRANT	4
2. METHODOLOGIE.....	4
3. PRESENTATION DES CONSULTANTS	6
4. PROGRAMME DE TRAVAIL ET CHRONOGRAMME D'INTERVENTION DU PERSONNEL CLE	9
5. CURRICULA VITAE	10

La présente offre technique comprend les parties suivantes :

- un développement montrant la compréhension que le consultant a des termes de références,
- une proposition méthodologique,
- une présentation de l'équipe,
- un chronogramme d'intervention,
- les curricula vitae des consultants.

1. Compréhension des termes de référence : contexte, problématiques et enjeux de la sous filière intrant

1.1. Le contexte

Plusieurs facteurs contextuels permettent d'éclairer les difficultés actuelles du dispositif de gestion des intrants coton.

(i) Le marché des intrants : un marché très convoité

Le marché des intrants coton est un marché très convoité par les opérateurs privés commerciaux ou coopératifs en raison notamment :

- de l'importance de l'enjeu financier, de l'ordre de 25 milliards FCFA comme le soulignent les termes de référence,
- de la bonne visibilité de ce marché, stable au fil des ans avec des quantités connues d'avance et des acheteurs bien identifiés,
- des garanties qu'il offre au fournisseur doublement sécurisé grâce à une sûreté de premier plan, le coton graine dont l'égrenage constitue le débouché exclusif, et grâce au système du précompte entre les mains de la CSPR. géré par la CSPR.

(ii) Le coût élevé des intrants pour le producteur

Les intrants constituent un poste très lourd pour le producteur puisqu'il représente, suivant les années, de 30 à 35% de la valeur du coton graine. La stagnation des rendements jointe à la baisse tendancielle du cours international de la fibre rendent cette charge de plus en plus difficile à supporter.

On notera sur ce point, que le plus souvent, la dette du producteur ne se résume pas à la dette d'intrants. En effet, la qualité de la garantie offerte par le coton graine est aussi un facteur de surendettement du producteur à l'occasion de l'acquisition de biens d'équipement ou de biens de consommation.

(iii) L'ambivalence de l'implication des producteurs dans les intrants

S'agissant des organisations de producteurs, l'attrait pour le marché des intrants est ambivalent. L'organisation peut en effet avoir pour objectif d'obtenir les meilleurs prix pour le producteur. Elle peut aussi avoir pour souci de se procurer des ressources pour financer son programme d'activités. Cependant, dans ce dernier cas, les intérêts de l'organisation peuvent ne pas rejoindre les intérêts du producteur individuel. En effet, les prélèvements opérés sur les intrants le sont au détriment du producteur individuel. Celui-ci sera donc très vigilant sur la

manière d'opérer de son organisation (efficacité, qualité de la gestion, transparence...). Surtout, on ne doit pas exclure une rupture entre l'organisation et ses membres.

1.2. Les problématique de la sous filière intrant

Le marché des intrants est dans une situation paradoxale. En effet, d'un côté, il emprunte les caractéristiques d'un marché unique avec :

- une définition centralisée des intrants,
- un prix unique de rétrocession des intrants au producteur quel que soit le type de produit ou le lieu de livraison (double péréquation du prix des produits et du transport),
- un dispositif centralisé de recouvrement des créances d'intrants.

D'un autre côté, les intervenants sur ce marché sont très dispersés avec :

- des acteurs publics compétents en matière de réglementation des intrants et pour assurer la tutelle du dispositif,
- des acteurs privés commerciaux au nombre d'une dizaine,
- des acteurs privés associatifs ou coopératifs compétents pour l'organisation de l'appel d'offres (CAGIA), l'évaluation des besoins et le suivi de la mise en place (USPP).

Cette situation paradoxale trouve son origine dans l'attachement des producteurs au prix unique des intrants (cohérent avec l'attachement au prix unique du coton graine) et dans la volonté simultanée de promouvoir le développement d'un secteur privé national de la distribution d'intrants. Il en résulte que l'action des opérateurs privés est encadrée par un faisceau de règles complexes et très strictes marqué par la lourdeur et la rigidité et que la concurrence attendue de la privatisation ne peut pas produire tous ses effets.

De façon générale, on peut affirmer que si la sous filière intrant a bien été privatisée, elle n'a pas été totalement libéralisée. Surtout, il n'est pas certain que l'objectif initial tendant à permettre aux producteurs d'accéder aux intrants au meilleur prix ait été atteint. En particulier, le producteur béninois ne paraît pas être dans une situation plus favorable que son homologue malien ou tchadien qui doivent supporter les surcoûts souvent considérables résultant de leur enclavement.

1.3. Enjeux de la sous filière intrant

Les intrants, comme le crédit qui lui est associé, constituent à tous égards la clé de voûte de la filière coton. Tout dysfonctionnement de la sous filière intrant tant en ce qui concerne les flux physiques (quantité, qualité, délais de mise en place) que les flux financiers (prix, crédit, recouvrement du crédit) est de nature à affecter gravement et durablement le fonctionnement de la filière **coton** dans son ensemble.

2. méthodologie

La mission suivra les principaux axes définis par les TdR.

(iv) Rappel du mode de gestion des intrants dans le passé

La mission rappellera d'abord le dispositif passé de gestion des intrants et du crédit qui lui était associé faisant intervenir la SONAPRA. Elle décrira ses avantages et inconvénients.

(v) Diagnostic du dispositif actuel de gestion des intrants

S'agissant du dispositif actuel, et pour pouvoir établir un diagnostic des dysfonctionnements et formuler des recommandations, la mission construira un référentiel d'évaluation. A cet effet, la mission détaillera :

- les objectifs globaux et spécifiques initiaux de la réforme conduite sur la base des textes organisant le désengagement de l'Etat et de la SONAPRA des intrants,
- le dispositif organisationnel et fonctionnel qui en est résulté tant sur le plan des intrants que sur le plan du crédit.

La mission fera alors le point des écarts entre les objectifs initiaux et les résultats atteints, dressera l'arbre des problèmes et en identifiera les causes.

Elle examinera en particulier :

- les différents dispositifs interprofessionnels en présence au Bénin et leur mode de fonctionnement,
- l'efficacité du dispositif interprofessionnel de gestion de la sous filière intrant,
- la cohérence du dispositif et sa rationalité compte tenu des objectifs poursuivis,
- la satisfaction des producteurs en terme :
 - de prix des intrants
 - de timing (annonce du prix des intrants, mise place)
 - de quantité (réponse aux besoins supplémentaires) se faisant jour en cours de campagne)
 - de qualité (adaptation des intrants au contexte physique, réponse aux besoins de lutte intégrée étagée ciblée)

(vi) Examen comparé de dispositifs de gestion des intrants

La mission présentera :

- La fonctionnalité et les résultats des dispositifs "GPDIA" et "AGROP" (et de l'usine d'engrais de Godomey de la société Hydrochem-Bénin) d'approvisionnement et de distribution des intrants au Bénin,
- des dispositifs d'approvisionnement en intrants coton en vigueur dans différents pays producteurs ainsi que des dispositifs applicables à d'autres filières (café, cacao, palmier à huile),
- des dispositifs fondés sur l'acquisition au comptant des intrants (mécanisme du voucher) et qui trouvent à s'appliquer :
 - dans la filière coton de certains pays (Zimbabwe),
 - dans d'autres filières (café en Tanzanie),
- des dispositifs de gestion des intrants intégralement pris en charge par les producteurs :
 - intrants « non stratégiques » au Mali
 - intrants pour la production de pomme de terre en Guinée Conakry.

Elle analysera la pertinence de ces dispositifs et examinera les éléments de transférabilité au Bénin compte tenu des spécificités de la filière et particulièrement :

- ☛ l'absence d'intégration de la production et de l'égrenage,
- ☛ la péréquation du prix des intrants entre tous les producteurs du pays.

(vii) Recommandations

Sur la base d'objectifs clairement définis et en fonction des résultats du diagnostic, la mission:

- ☛ formulera des recommandations quant aux aménagements susceptibles d'être apportés au dispositif actuel, notamment en termes :
 - de renforcement des capacités de la CAGIA–Bénin ou d'amélioration de sa communication interne et externe
 - de gestion interprofessionnelle du dispositif d'approvisionnement en intrants (règlement des litiges),
- ☛ établira des scénarii alternatifs pour l'approvisionnement des producteurs en intrants en précisant pour chaque scénario :
 - ses avantages et ses inconvénients,
 - sa faisabilité,
 - les risques encourus.

3. Présentation des consultants

François **Bioche**, coordonnateur de la mission est juriste de formation.

Il possède une bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement des filières coton d'Afrique francophone et anglophone.

Il a participé à de nombreux travaux en rapport avec le double processus de privatisation et de libéralisation des filières coton.

Missions récentes en rapport avec la problématique des intrants dans les filières coton

En cours, Tchad, étude relative au désengagement de l'Etat de la Cotontchad :

- ☛ participation active à l'élaboration des scénarii de privatisation et analyse de leurs conséquences sur la sous filière intrant et sur le crédit associé,
- ☛ étude complémentaire sur les évolutions possibles de la sous filière intrant et du crédit associé.
 - prise en charge de la fonction d'approvisionnements en intrants par le repreneur ou par les repreneurs en cas d'ouverture de la filière à de nouveaux opérateurs,
 - transfert de la fonction intrant aux organisations de producteurs avec maintien du précompte sur le prix du coton graine et avec ou sans garantie de la société cotonnière,
 - gestion partagée entre les repreneurs et les producteurs de la fonction intrant.

2002, Ghana restructuration de la filière privatisée et libéralisée pour sécuriser le crédit intrant (importance des détournements de coton graine en vue d'échapper au remboursement du crédit).

2001, Mali, participation aux états généraux du coton :

- étude des scénarii de privatisation et de libéralisation de la filière,
- étude du désengagement de la CMDT des intrants et du crédit intrant et identification de schémas alternatifs.

Alix Servais **Afouda** est agroéconomiste. Il possède une connaissance approfondie

- des organisations professionnelles de la filière coton (faïtière et organisations de base).
- de la problématique des intrants coton pour le producteur,
- de l'organisation et du fonctionnement des institutions de la filière coton mises en place dans le cadre du double processus de privatisation et de libéralisation et, notamment :
 - CSPR,
 - AIC,
 - CAGIA-Benin.

4. PROGRAMME DE TRAVAIL ET CHRONOGRAMME D'INTERVENTION DU PERSONNEL CLE

Nom	Position	Semaines								Homme-semaines		Nombre de déplacement aller-retour	
		1	2	3	4	5	6	7	8	Sur le terrain	Au siège		

Bioche	coordinateur	=====	=====	=====	*****						3	1	1
Afouda	expert local	=====	=====	=====	=====						4		
		Total								7	1		
Rapports à remettre/Activités et durée		1	2	3	4	5	6	7	8				
1.	Aide mémoire de fin de mission de terrain			R									
2.	Rapport provisoire					R							
3.	Rapport définitif								R				

Sur le terrain à plein temps =====

Au siège à plein temps *****

Date de remise de rapport R

Durée des activités -----

5. Curricula Vitae

François BIOCHE

Servais Alix AFOUDA

François **BIOCHE**

Profession : Consultant

Date de recrutement : 01/09/1986

Ancienneté : 18 ans

Fonction proposée au sein de l'équipe : coordinateur

PRINCIPALES QUALIFICATIONS AU REGARD DE LA MISSION

Formation

Juriste, spécialiste des institutions publiques et privées du secteur rural

Expérience en rapport avec la mission

1. Dispositifs d'approvisionnement en intrants coton

- 2003, Banque Mondiale, Tchad : Désengagement de l'Etat de la Cotontchad, étude des scénarii de privatisation, étude des perspectives d'évolution du dispositif d'approvisionnement des producteurs en intrants et du crédit associé en fonction du scénario retenu (opérateur unique, pluralité d'opérateurs, interprofession nationale, interprofessions régionales),
- 2002, UE, - République de Guinée : revue diagnostic de la filière coton, analyse du dispositif privé d'approvisionnement des producteurs en intrants,
- 2001, Banque Mondiale, Mali : Etats Généraux du Coton, étude des scénarii de libéralisation de la filière coton,
- 2000/2002, AFD, Ghana : restructuration de la filière privatisée et libéralisée, reconstitution d'un cadre sécurisant pour l'approvisionnement en intrants et le recouvrement du crédit.

2. Dispositifs d'approvisionnement en intrants non coton

- Etudes des dispositifs d'approvisionnement en intrants des producteurs de café, cacao, palmier à huile, pomme de terre, produits vivriers. Principaux cas de figures étudiés :
 - * fonction prise en charge par les fournisseurs d'intrants,
 - * fonction prise en charge par les coopératives de producteurs,
 - * fonction prise en charge par l'opérateur industriel (palmier à huile).

3. Organisations professionnelles agricoles et organisations interprofessionnelles

- Evaluations de projets d'appui aux organisations professionnelles agricoles (Tchad, Mali, Sao Tomé et Principe)
- Travaux en rapport avec le développement de dispositifs de gestion interprofessionnelle (Bénin, Ghana, Tchad, Cameroun)

EDUCATION

Diplôme d'Études Supérieures de Droit, Université de Grenoble 1975

Licence en Droit Universités de Sarrebrück (RFA) Strasbourg et Grenoble 1974

Cycle de formation : Ingénierie de la formation, CESI Paris Ile de France 1933 – 1994

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

<i>Du Au</i>	01/99 à ce jour
<i>Lieu</i>	Bruxelles
<i>Institution</i>	Agro-Industrie et Développement SCRL Avenue des Coquelicots n° 2 B. 1420 Braine l'Alleud
<i>Position</i>	Gérant
<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none">▪ En cours, UE / AFD / Coop. Française : Etude d'une stratégie concertée de la Coopération Française et de l'Union Européenne dans le secteur rural en Guinée,▪ En cours, Banque Mondiale : étude des scenarii de privatisation de la Cotontchad,▪ 2003, coop fr, évaluation d'un programme de développement institutionnel dans le secteur rural au Mali (sécurité alimentaire, OP, politique agricole, réforme administrative, concertation)▪ 2002, Amb. France à Sao Tome : Evaluation d'un projet d'appui à l'émergence d'activités économiques au sein des organisations professionnelles du secteur rural à Sao Tome et Principe,▪ 2002, Banque Mondiale : étude de préfaisabilité d'un programme de développement rural au Burundi,▪ 2002, UE: étude diagnostic de la filière coton en République de Guinée.▪ 2002, AFD : travaux préparatoires à la mise en place de la gestion interprofessionnelle au sein de la filière coton au Ghana (filiale entièrement libéralisée et privatisée), création d'une fédération des organisations de producteurs, aménagement des relations entre la filière et l'Etat, mise en place d'un dispositif de gestion d'un projet de développement de la filière,▪ 2001 – 2002 Banque Mondiale, MAE, Tchad : étude d'une réforme des ministères en charge du développement rural et des structures publiques du secteur rural à l'occasion de la mise en œuvre d'un programme d'appui au secteur rural et aux organisations professionnelles (PSAOP),▪ 2000, UE : Travaux préparatoires à l'évaluation du dispositif de gestion interprofessionnelle de la filière arachide au Sénégal,▪ 2000, UE : Revue des filières coton et sésame en Gambie et élaboration de projets de réformes institutionnelles liées au désengagement de l'Etat (promotion des organisations professionnelles agricoles),▪ 1999 – 2001, Banque Mondiale, AFD : Organisations professionnelles du secteur coton : création d'un dispositif de gestion interprofessionnelle de la filière coton au Bénin pour préparer le désengagement de l'Etat, aménagement de la relation entre la filière et l'Etat, création d'une association interprofessionnelle,▪ 2001, MAE Paris : évaluation d'un projet d'appui aux OP au Tchad▪ 2001, Banque Mondiale : étude des scenarii de privatisation/libéralisation de la filière coton du Mali,

	<ul style="list-style-type: none"> 1999 – 2001 UE : Travaux sur la libéralisation des filières agricoles au Togo
--	---

<i>Du au</i>	10/94 au 12/98
<i>Lieu</i>	Bruxelles
<i>Compagnie</i>	APROMA ASBL
<i>Position</i>	Directeur de Projet
<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> Revue diagnostics de filières agricoles café, cacao, coton, oléagineux en Afrique de l'Est, Ouest et Centre, Participation à l'élaboration de Cadres d'Obligations Mutuelles pour l'affectation de transferts nés des filières oléagineuses, coton, café, cacao, cuirs et peaux (Sénégal, Gambie, Burkina Faso, Togo), Conception de dispositifs de crédit et de garantie des crédits pour les filières agricoles, Réformes des institutions publiques et parapubliques dans le cadre de la libéralisation des filières agricoles et de la privatisation des activités industrielles et commerciales (Rwanda, Cameroun, RCA, Bénin), Appui aux organisations professionnelles agricoles, Promotion des organisations interprofessionnelles dans les filières (coton, café, cacao, oléagineux), Programmes de formation au négoce international des matières premières agricoles (café, cacao, coton, oléagineux) Londres et Paris.

<i>Du au</i>	02/87 – 09/93
<i>lieu</i>	Côte d'Ivoire Abidjan Yamoussoukro
<i>Institution</i>	Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie
<i>Position</i>	Chef de Projet
<i>Description</i>	Mise en place et gestion d'un cycle de formation au commerce international des matières premières agricoles

<i>Du Au</i>	10/79 – 02/87
<i>Lieu</i>	Paris
<i>Compagnie</i>	Demeter SA
<i>Position</i>	Directeur de Projet
<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un dispositif de garantie des crédits à l'exportation Etudes de marché (matières premières agricoles) Promotion des échanges commerciaux et de la coopération industrielle entre les Etats Membres de la CEE et les pays tiers (ASEAN, Mexique, Turquie)

LANGUES

Langues	Passable	Bon	Excellent
Français			X
Anglais		X	

Bruxelles, le

Alix Servais **AFOUDA**

Profession : consultant

02 BP 1693 COTONOU

Tél. 32.76.85

Cell. 04.41.73

E-mail : afoudalix@yahoo.fr

Né le 13 Mai 1961

Nationalité Béninoise

PRINCIPALES QUALIFICATION AU REGARD DE LA MISSION

Formation

Agro-économiste

Expérience en rapport avec la mission

Programmes d'appui aux organisations professionnelles de la filière coton et notamment à la FUPRO, à la CAGIA-BENIN, **aux OP (UDP, USPP et GV) du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga.**

EDUCATION

Doctorat

(soutenance 2004) *Mention* Géographie. *Option* Espace et Développement à l'Université Paul Valéry de Montpellier sous la Direction du professeur Jean-Pierre RAISON de l'Université de Paris X – Nanterre. Sujet Traité : *Echanges régionaux et dynamique du Monde rural dans le bassin du lac Tchad (Cameroun, Nigeria, Cameroun, Niger et Tchad.*

Master of Science

1989-1990 *Mention* Politiques Agricoles et Administration du Développement. *Option* Economie Agro-alimentaire au CIHEAM-IAM de Montpellier.

DEA

1989-1990 Diplôme d'Etude Approfondie. *Mention* Géographie. *Option* Espace et Développement à l'Université Paul Valéry de Montpellier.

DSPU

Mention

1988-1989 Diplôme de Spécialisation Post-Universitaire.

Economie Agro-alimentaire au Centre International des Hautes Etudes Méditerranéennes – Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAM).

Maîtrise

1986-1987 *Mention* Géographie et Aménagement du Territoire (FLASH/UNB).

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1997 - 2002	<p>Chargé de programme à la Coopération Suisse ;</p> <p>Chef du Bureau d'Appui aux Organisations de Producteurs (BAOP),</p> <p>Responsable du Programme d'Appui aux Productrices et Producteurs Ruraux (PAPP); Co-animateur de la Problématique de la Vulgarisation Agricole en Afrique dans le programme intitulé "Initiative de Neuchâtel" co-financé par des pays du Nord (Suisse, France, Pays-Bas, Angleterre, Danemark, etc.) et des institutions internationales (FAO, Banque Mondiale, Sassakawa Global 2000, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> ☛ Coordination des appuis du BAOP aux organisations de producteurs (UDP, USPP, GV et GF des départements du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga, FUPRO-Bénin, UR CAR de Agonvy, Hinvi et Houin Agamè, COPPROHAM, APEIF-KPONDEHOU, etc.) et ONG locales (GERED), etc. ☛ Formation des organisations de producteurs; Définition, planification et mise en oeuvre des activités de renforcement des capacités des producteurs en action coopérative et en gestion administrative, financière et comptable; ☛ Elaboration des budgets, diagnostics participatif, ☛ Suivi évaluation des programmes d'appui; ☛ Appui à la constitution et à la consolidation des organisations de producteurs faitières et autres structures de développement agricole et rural dont (FUPRO-Bénin, CAGIA-Bénin, AIC CSPR)
1995 – 1996	<p>Chargé de Recherche Senior au Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) à Cotonou.</p> <ul style="list-style-type: none"> ☛ travaux de thèse à l'Université Paul Valéry de Montpellier et l'Université Paris X – Nanterre ; ☛ travaux de recherche et d'analyse documentaire au Club du Sahel (OCDE) à Paris. ☛ Animation et discussions de groupes sur les thématiques de recherche, ☛ Animation d'ateliers et de conférences portant sur la pauvreté et le développement en Afrique.
1991 - 1995	<p>Chargé de Recherche au Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) à Cotonou</p> <ul style="list-style-type: none"> ☛ Etudes socioéconomiques et monétaires; ☛ Analyse du fonctionnement des marchés parallèles (des marchandises et des monnaies); ☛ Etude des filières agro-alimentaires et produits manufacturés en Afrique de l'Ouest (bovin et viandes, céréales locales et importées, légumineuses, oléagineux, tubercules et racines, etc. : igname et manioc; ☛ Etude de la structuration spatiale et des groupes sociaux (en milieu rural et urbain), ☛ Réflexion sur les caractéristiques et les manifestations de la pauvreté au Bénin et en Afrique ; Analyse de l'évolution de l'aide publique au développement au Bénin ; ☛ Réflexion sur la richesse et la circulation de la richesse en Afrique de l'Ouest, ☛ Formation en technique de recherche et encadrement sur le terrain des étudiants en année de licence et maîtrise sur la problématique du développement rural au Bénin et en Afrique ; ☛ Gestion administrative et scientifique des programmes de recherche ;

	<ul style="list-style-type: none"> ● Analyse de la politique agricole et rurale. <p><u>Zones d'activité</u> : Benin, Togo, Cameroun, Tchad, Niger, Nigeria, Ghana.</p>
	<p>Assistant de Recherche auprès du Professeur John IGUE (FLASH / UNB) dans les programmes de recherche successifs intitulés « Commerce Frontalier et dynamique des Echanges Agricoles entre le Tchad, le Nord Nigeria et le Cameroun », « Echanges, Politiques Agricoles, et dynamique des Espaces Régionaux en Afrique de l'Ouest » conduits par l'INRA (Montpellier), l'UNB (Abomey-Calavi) et l'IRAM (Paris).</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Recherche et analyse documentaire ; ● Enquêtes de terrain ; ● Etudes diagnostiques en milieu rural et en milieu urbain ; Dépouillement et analyse des statistiques commerciales et portuaires ; ● Etude des groupes sociaux et du fonctionnement des marchés périodiques; ● Etude des filières agro-alimentaires et produits manufacturés en Afrique de l'Ouest (bovin et viandes, céréales locales et importées, légumineuses, oléagineux, tubercules et racines, etc. : igname et manioc; ● Appréciation des flux frontaliers et régionaux de marchandises agricoles et manufacturées, ● Analyse du fonctionnement du marché parallèle de changes, ● Etude des stratégies des acteurs des échanges régionaux. <p><u>Zones d'activités</u> : Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Cameroun, Tchad, Niger, Nigéria;</p>

LANGUES

	Passable	Bon	Excellent
Français			X
Anglais		X	
Yoruba			X
Dendi		X	
Fon		X	

Cotonou le 5 juillet 2003

certifié sincère et véritable

Annexe au CV de Alix Servais Afouda

LISTE DES PUBLICATIONS

A - Mémoires et Thèses

Espaces et sociétés à la frontière Bénino-Togolaise : Secteur de Sèmèrè Anandana. Mémoire de Maîtrise de Géographie. UNB/FLASH, Abomey-Calavi , 169 p.

Echanges Régionaux entre le Nord Cameroun et le Nord Nigeria et dynamique du monde rural, Mémoire de DEA de Géographie, Université Paul Valéry (Montpellier III), 71 p.

Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agroalimentaires entre le Nord Nigeria et le Nord Cameroun, Thèse de Master of Sciences du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes - IAM-Montpellier, 189 p.

B - Articles

La restauration populaire africaine progresse. In SYFIA n° 56 A, Montpellier.

Ajustement Structurel, Transformation alimentaire et évolution de la Consommation au Nigeria. In Les Cahiers de la Recherche Développement, n° 40, CIRAD-Montpellier, p 7 - 23.

Un pôle transfrontalier dans le bassin du lac Tchad. Le dynamisme marchand se joue des frontières. In Le Courrier de l'UNESCO, novembre, pp 22-23. Traduit dans plusieurs langues dont le français, l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'italien, le portugais, le chinois, le japonais, l'arabe, le persan, le basque, etc.).

1996 Le secteur privé national au Bénin : acteurs et stratégies, in Friedrich Ebert, L'économie béninoise sous ajustement structurel : questions cruciales, Friedrich Ebert, Cotonou, pp 39-49 + annexes.

C - Rapports scientifiques

Commerce Frontalier et dynamique des échanges agricoles entre le Nord Nigeria et le Nord Cameroun. Rapport d'Enquêtes. INRA-UNB-IRAM, Paris, 27 p.

Les échanges Nord Cameroun-Nigeria : zone de Garoua - Fotokol. Rapport d'Enquêtes. INRA-UNB-IRAM, Paris, 43 p.

1991 Le Financement de l'agriculture béninoise et ses implications sur la sécurité alimentaire au Bénin. ONC-GTZ, Cotonou, 84 p.

L'impact des politiques agricoles des pays voisins sur la sécurité alimentaire du Bénin. ONC-GTZ, 84 p. (en collaboration).

Le Nigeria : De la crise à la relance de l'agriculture,. Rapport d'Etude INA-UNB-IRAM / Club du Sahel, Paris, 106 p. (en collaboration)

1992 Le commerce des hydrocarbures au Bénin, LARES, Cotonou, 67 p. + Annexes.

1993 Petites unités de transformation et évolution de la consommation de céréales et tubercules au Nigeria. INRA-UNB-IRAM, Paris, 78 p.

1993 Impact des mesures de protection des flux physiques du franc CFA sur le fonctionnement du marché parallèle de changes. Mission de Coopération et d'Action Culturelle (MICAC) /LARES; Cotonou, 6 rapports mensuels, Cotonou, (en collaboration).

1994 Le commerce frontalier entre le Bénin et le Nigeria. CFD / LARES. 1^{er} rapport d'étape, Cotonou (en collaboration).

1994 Le commerce frontalier entre le Bénin et le Nigeria. CFD/LARES. 2^{ème} rapport d'étape, Cotonou (en collaboration).

1994 Impact de la dévaluation sur le comportement des prix des produits de base et sur la stratégie des commerçants au Bénin. MICAC / LARES, 3 rapports d'étape, Cotonou (en collaboration).

1994 Evaluation du volontariat au Bénin, Ministère (français) de la Coopération/LARES, Cotonou, 58 p.

1996 Aide publique au développement au Bénin : 1980-1995 Bilan et perspectives, MICAC, Cotonou, 65 p. + Annexes (en collaboration).

1997 Analyse du contexte d'appui au développement rural et aux organisations de producteurs au Bénin, Bureau de Coordination - DDC, Cotonou, 32 p.

1999 L'aide au développement en Afrique : problèmes, défis et perspectives, in Konrad Adenauer, Actes du Séminaire International de Lokossa, Cotonou, 9 p

1999 Organisations non gouvernementales (ONG) et décentralisation au Bénin : quelques éléments de réflexion, BAOP / Coopération Suisse, Cotonou, 6 p.

2000 Evaluation du programme de renforcement des capacités d'organisation et de gestion des OP du Borgou : première phase (juillet 1997 - juin 2000), BAOP / Coopération Suisse, Cotonou, 26 p.

L'appui de la Coopération Suisse aux organisations de producteurs et au monde rural au Bénin : 1994 - 2000, bilan et perspectives, BAOP / Coopération suisse, Coopération Suisse, Cotonou, 53 p.

Evaluation du Conseil à l'exploitation familiale au Bénin SOFRECO / PADSE, Paris, 68 p + Annexes (en collaboration).

Contraintes du conseil de gestion et conditions nécessaires pour un conseil à l'exploitation agricole efficace in Actes de l'Atelier National sur le Conseil de Gestion, tenu à Bohicon du 8 au 11 avril 2003. MAEP/PADSE/CADG, Bohicon, 9 p.

Parrainage et Cooptation dans les GIP de la CADG

Evaluation des volets Recherche-Développement et Filières du PADSE au Bénin. SOFRECO-PADSE, Paris. (en collaboration)

D - Autres Publications

1992 Cartes de sécurité alimentaire du Bénin. ONC/GTZ-SECAL, Cotonou, 28 planches commentées, Etudes et Conseils Graphiques, Paris (en collaboration).

1994 Les échanges informels d'oléagineux entre le Nigeria et ses voisins immédiats (Bénin, Niger, Tchad et Cameroun), in Compte Rendu de la 2ème Réunion de Concertation Professionnelle de l'Association des Produits à Marché (APROMA) tenue à Cotonou du 21 au 23 mars 1994, APROMA, Paris.